

**RÈGLEMENT DE PROCÉDURE
DU
TRIBUNAL EUROPÉEN
POUR
L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE**

**RULES OF PROCEDURE
OF THE
EUROPEAN NUCLEAR
ENERGY TRIBUNAL**

TITRE PREMIER

PART 1

**DE L'ORGANISATION DU
TRIBUNAL**

**ORGANISATION OF THE
TRIBUNAL**

CHAPITRE PREMIER

CHAPTER I

DES JUGES

JUDGES

Article 1

Article 1

a. Les juges prennent rang d'après l'ancienneté de leur désignation. Les juges désignés à la même date prennent rang d'après leur ancienneté d'âge. Pour les juges qui sont désignés de nouveau, il est tenu compte de la durée de leur fonction antérieure.

(a) The judges shall take precedence in the order of their appointment. Judges appointed on the same date shall take precedence by seniority. Judges who are reappointed shall retain their former precedence.

b. Les juges supplémentaires prennent rang après les autres juges, dans l'ordre de leur ancienneté d'âge.

(b) The additional judges shall take precedence after the other judges in order of their seniority of age.

Article 2

Article 2

a. Tout Gouvernement qui entend exercer son droit de désigner un juge supplémentaire, doit notifier au Greffier dans le délai fixé pour la présentation du mémoire ou du contre-mémoire, suivant le cas, le nom de la personne choisie.

(a) Any Government which desires to exercise its right to choose an additional judge shall notify the Registrar, within the time-limit fixed for the filing of the memorial or counter-memorial as the case may be, of the name of the person so chosen.

b. Cette désignation sera notifiée par le Greffier aux autres

(b) This appointment shall be notified by the Registrar to the other

parties qui pourront la contester dans un délai d'un mois.

c. En cas de contestation relative à l'application des deux alinéas précédents, le Tribunal décide par une procédure au préalable; dans ce cas, la désignation du juge supplémentaire proposé ne prendra effet qu'après la décision du Tribunal.

Article 3

a. Les juges doivent, au cours de la première séance publique à laquelle ils assistent après leur nomination, faire la déclaration suivante:

« Je déclare solennellement que j'exercerai tous mes devoirs et attributions de juge en tout honneur, indépendance et dévouement, en pleine et parfaite impartialité et en toute conscience et que j'observerai le secret des délibérations ».

b. Les juges supplémentaires doivent faire la même déclaration lors de la première séance publique relative au litige pour lequel ils ont été nommés.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA PRÉSIDENTENCE

Article 4

a. Les juges élisent parmi eux, pour cinq ans, le Président du Tribunal ; le vote a lieu au scrutin secret, le juge qui obtient la majorité absolue est élu.

parties who may contest this choice within a time-limit of one month.

(c) Any objection concerning the application of the two preceding paragraphs shall be decided by a preliminary procedure. In such event the appointment of the additional judge will not come into effect until after the decision of the Tribunal.

Article 3

(a) Every judge shall, at the first public sitting he attends after his appointment, make the following solemn declaration:

"I solemnly declare that I will perform my duties and exercise my powers as judge honourably, independently, faithfully, impartially and conscientiously and that I will not divulge the deliberations of the Tribunal".

(b) Every additional judge shall make the same declaration at the first public sitting relating to the case in respect of which he is chosen.

CHAPTER II

PRESIDENCY

Article 4

(a) The judges shall elect one of their number as President of the Tribunal for a period of five years; voting shall be by secret ballot and the judge who obtains an absolute majority of votes shall be elected.

b. Le Président est rééligible.

c. En cas de cessation du mandat du Président, le Tribunal procède à l'élection de son successeur pour la période restant à courir.

d. En cas d'empêchement ou dans le cas où le Président a la même nationalité qu'une des parties, le juge le plus âgé préside.

e. Le Président est autorisé à déléguer ses fonctions à un autre juge, dans la mesure où les circonstances l'appellent, notamment en ce qui concerne les décisions visées à l'Article 11 (*e*) de la Convention ainsi que les questions relatives à l'administration du Tribunal.

Article 5

a. Le Président assure la discipline des séances, dirige les travaux du Tribunal et les débats, rend les ordonnances et prend toutes mesures nécessaires au bon fonctionnement du Tribunal.

b. Le Président convoque les juges à se réunir aussitôt que possible après le dépôt auprès du Greffier d'une requête ou d'un compromis selon le cas.

(b) The President may be re-elected.

(c) If the office of President falls vacant, the Tribunal shall elect a new President who shall hold office for the remainder of his predecessor's term.

(d) If the President is unable to act or if he is of the same nationality as one of the parties, the senior judge in age shall preside.

(e) The President shall be authorised to delegate his functions to another judge, to the extent that circumstances render it necessary, particularly in relation to the decisions specified in Article 11 (*e*) of the Convention and questions relating to the administration of the Tribunal.

Article 5

(a) The President shall conduct the proceedings of the Tribunal; he shall direct its work and deliberations, make orders and take all action necessary for the proper functioning of the Tribunal.

(b) The President shall convene the judges as soon as possible after the filing with the Registrar of an application or of a special agreement as the case may be.

CHAPITRE TROISIÈME

Du GREFFIER

Article 6

a. Le Tribunal nomme son Greffier parmi les candidats proposés par les juges prévenus suffisamment à l'avance. Il est nommé pour une période de cinq ans et son mandat est renouvelable. La nomination a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des voix.

b. Les propositions de candidature doivent fournir les renseignements nécessaires sur l'âge, la nationalité, les titres universitaires, les connaissances linguistiques, les occupations actuelles et antérieures des candidats.

c. En cas de besoin, le Tribunal peut nommer un Greffier adjoint.

Article 7

a. Le Greffier ne peut être relevé de ses fonctions que s'il ne répond plus aux conditions requises ou ne satisfait plus aux obligations découlant de sa charge; le Tribunal décide en Chambre du Conseil, hors la présence du Greffier, et après avoir mis celui-ci en mesure de présenter ses observations.

CHAPTER III

THE REGISTRY

Article 6

(a) The Tribunal shall appoint its Registrar from amongst candidates proposed by the judges, who shall be given notice of the vacancy. He shall be appointed for a term of five years and may be reappointed. The election shall be by secret ballot and by an absolute majority.

(b) The proposals for nomination shall contain the necessary particulars of the candidates, namely their age, nationality, university qualifications, knowledge of languages, present and previous occupation.

(c) The Tribunal may, when necessary, appoint a Deputy-Registrar.

Article 7

(a) The Registrar shall not be removed from office unless he has ceased to satisfy the required conditions for his appointment or to carry out the obligations of his office; the Tribunal shall adjudicate on this matter *in camera* in the absence of the Registrar and after giving him the opportunity to furnish explanations.

b. Si le Greffier cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, le Tribunal nomme un nouveau Greffier pour la durée du mandat restant à courir.

Article 8

Des instructions générales préparées par le Greffier et arrêtées par le Président règlent le fonctionnement du Greffe.

Article 9

a. Le Tribunal fixe le statut du Greffier et assure son remplacement en cas d'absence ou d'empêchement.

b. Le Greffier fait devant le Tribunal, avant la première séance publique à laquelle il assiste, la déclaration suivante:

« Je prends l'engagement solennel d'exercer en toute loyauté, discrétion et conscience les fonctions qui me sont confiées en ma qualité de Greffier du Tribunal et d'observer le secret des délibérations ».

c. Le Greffier exerce ses fonctions en permanence au siège du Tribunal.

Article 10

a. Il est tenu au Greffe un registre dont chaque page est paraphée par le Président et le Greffier et sur lequel sont inscrits à la suite et à la date de leur réception tous les actes de procédure et autres documents

(b) If the Registrar should cease to hold his office before the expiration of his term of office the Tribunal shall appoint a new Registrar for the remainder of the term.

Article 8

General instructions drawn up by the Registrar and sanctioned by the President shall provide for the working of the Registry.

Article 9

(a) The Tribunal shall determine the terms of the appointment of the Registrar and shall make arrangements for replacing him during his absence or incapacity.

(b) The Registrar shall make the following declaration before the first public sitting of the Tribunal which he attends:

"I solemnly declare that I will perform the duties incumbent upon me as Registrar of the Tribunal in all loyalty, discreetly and conscientiously and that I will not divulge the deliberations of the Tribunal".

(c) The duties of the Registrar shall be permanently discharged at the Headquarters of the Tribunal.

Article 10

(a) A register shall be kept at the Registry, each page of which shall be initiated by the President and by the Registrar, and in which all written pleadings and other documents shall be recorded in the

déposés. Le dépôt de ces documents aura lieu contre reçu signé par le Greffier.

b. Toutes les parties à la Convention peuvent consulter le registre au Greffe et en obtenir des extraits, suivant le tarif du Greffe établi par le Tribunal; la même faculté appartient à toute entreprise soumise au contrôle en vertu de l'article 2 de la Convention.

c. Toute partie à un litige est en droit d'obtenir du Greffe suivant son tarif des copies certifiées des actes de procédure ainsi que des autres documents relatifs au litige.

Article 11

a. Sous l'autorité du Président, le Greffier est chargé de la réception, de la transmission et de la conservation de tous documents, ainsi que des significations et autres communications que comporte l'application du présent Règlement.

b. Si le Greffier constate qu'une requête ou tout autre document n'est pas conforme aux dispositions du présent Règlement relatives à la forme, il est habilité à n'enregistrer ces documents que sous réserve soit de rectification dans un délai à fixer par lui, soit de justifications ultérieures. En cas d'opposition par la partie qui les dépose, le Président décide.

c. Le Greffier communique tout acte de procédure à chacun des juges.

order and date of receipt. Receipts signed by the Registrar shall be given for all documents recorded.

(b) Any party to the Convention may consult the register at the Registry and may obtain extracts on payment of the appropriate fee specified in the scale of registration fees laid down by the Tribunal; the same right shall be available to any undertaking subject to control under Article 2 of the Convention.

(c) Any party to proceedings may obtain from the Registrar, on payment of the appropriate fee referred to in the scale laid down by the Tribunal, certified copies of the written pleadings and the other documents filed in the proceedings

Article 11

(a) Under the authority of the President, the Registrar shall be responsible for the receipt, transmission and custody of all documents and for any notices and other communications required under the present Rules.

(b) If the Registrar finds that an application or other document fails to conform to the requirements of these Rules relating to form he may register such documents either subject to rectification within a time-limit fixed by him, or subject to the breach of the Rules being later justified. A party who submits a document by registration may appeal to the President against a decision of the Registrar made under this paragraph.

(c) The Registrar shall communicate all written pleadings and

Cette transmission peut être réalisée par télécopie ou par courrier électronique (courriel) adressée aux Juges, dont les coordonnées ont été données, à cette fin, au Greffier par les Juges eux-mêmes.

d. Le Greffier assiste le Tribunal, le Président et les juges dans tous les actes de leur ministère. Il assiste à toutes les séances du Tribunal et assure, sous sa responsabilité, la rédaction des procès-verbaux.

e. Le Greffier a la garde des sceaux. Il a la responsabilité des archives et veille au respect des règles relatives au caractère confidentiel ou secret de certaines pièces. Il prend soin des publications du Tribunal.

CHAPITRE QUATRIÈME

DU FONCTIONNEMENT DU TRIBUNAL

Article 12

a. Les dates et heures des séances du Tribunal sont fixées par le Président.

b. Les audiences sont publiques, à moins que le Tribunal n'en décide autrement d'office ou à la demande des parties.

other documents to all the judges. Such transmission may take place by fax or electronic mail (email) to the coordinates provided by the judges to the Registrar for this purpose.

(d) The Registrar shall assist the Tribunal, the President and the judges in the discharge of their duties. He shall attend all sittings of the Tribunal and shall be responsible for drawing up the Minutes of the sittings.

(e) The Registrar shall have custody of the seals of the Tribunal. He shall be responsible for keeping the archives of the Tribunal and for preserving the confidential or secret character of documents in the possession of the Tribunal which are of such character; he shall superintend the making of publications by the Tribunal.

CHAPTER IV

THE WORKING OF THE TRIBUNAL

Article 12

(a) The date and time of sittings of the Tribunal shall be fixed by the President.

(b) Sittings shall be public unless the Tribunal decides otherwise either of its own accord or on the application of the parties.

Article 13

a. Les délibérations du Tribunal sont valables si cinq juges désignés conformément à l'article 12 (*a*) de la Convention sont présents.

b. Toutes les décisions du Tribunal sont prises à la majorité des juges présents.

c. En cas de partage des voix, la voix du Président ou du juge qui le remplace est prépondérante.

Article 14

a. Le Tribunal délibère en Chambre du Conseil. Seuls les juges prennent part à ces délibérations qui sont et restent secrètes.

b. Le Greffier est présent aux délibérations en Chambre du Conseil, à moins qu'il n'en soit décidé autrement.

c. Les conclusions adoptées après discussion par la majorité des juges déterminent la décision du Tribunal. Les votes sont émis dans l'ordre inverse de l'ordre établi à l'article 1 du présent Règlement.

Article 13

(a) The proceedings of the Tribunal shall be valid if five judges appointed in accordance with Article 12 (*a*) of the Convention are present.

(b) All decisions of the Tribunal shall be decided by a majority of the judges present.

(c) In the event of an equality of votes, the President or the judge who acts in his place shall have a casting vote.

Article 14

(a) The Tribunal shall sit *in camera* to consider its decisions. Only the judges shall take part in these deliberations which shall be and shall remain secret.

(b) The Registrar shall be present at the deliberations *in camera* unless otherwise decided.

(c) The conclusions adopted by the majority of the judges after discussion shall determine the decision of the Tribunal. Votes shall be taken in inverse order of the precedence specified in Article 1 of these Rules.

CHAPITRE CINQUIÈME

DES DROITS ET OBLIGATIONS DES AGENTS, REPRÉSENTANTS, CONSEILS ET AVOCATS

Article 15

Afin de pouvoir représenter une partie conformément aux dispositions de l'article 10 du Protocole et afin de bénéficier des privilèges, immunités et facilités qui y sont prévus, doivent justifier préalablement de leur qualité:

— les agents ainsi que les conseils et avocats qui les assistent, par un document officiel délivré par le Gouvernement ou l'Organisation qu'ils représentent;

— les représentants visés à l'article 10 (*b*) du Protocole ainsi que leurs conseils et avocats, par une pièce de légitimation justifiant des conditions requises audit Article et qui sera vérifiée par le Greffier.

Article 16

Le conseil ou l'avocat dont le comportement devant le Tribunal ou envers un magistrat est incompatible avec la dignité du Tribunal, ou qui use des droits ou privilèges qu'il tient de ses fonctions à des fins autres que celles pour lesquelles ces droits lui ont été reconnus, peut à tout moment, après avertissement préalable, être exclu de la procédure par ordonnance prise par le Tribunal. Cette ordonnance

CHAPTER V

RIGHTS AND OBLIGATIONS OF AGENTS, REPRESENTATIVES, COUNSEL AND ADVOCATES

Article 15

In order to represent a party as specified in Article 10 of the Protocol and to enjoy the privileges, immunities and facilities specified in that Article, prior justification of entitlement must be established:

— in the case of the agents and the counsel and advocates who assist them, by means of an official document issued by the Government or Organisation which they represent;

— in the case of the representatives referred to in Article 10 (*b*) of the Protocol and their counsel and advocates, by means of credentials satisfying the conditions laid down in the aforesaid Article, which shall be verified by the Registrar.

Article 16

Any counsel or advocate whose conduct before the Tribunal or towards a Judge is inconsistent with the dignity of the Tribunal or who makes use of the rights or privileges attached to his office for any purpose other than that for which such rights were granted may at any time, after prior warning, be excluded from the proceedings by order of the Tribunal. Such order shall become effective

est immédiatement exécutoire. Dans ce cas la procédure est suspendue jusqu'à l'expiration d'un délai fixé par le Président pour permettre à la partie intéressée de désigner un autre conseil ou avocat.

TITRE DEUXIÈME

DE LA PROCÉDURE

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 17

a. La procédure devant le Tribunal comporte une phase écrite et une phase orale, à moins que les parties ne renoncent à cette dernière.

b. La procédure écrite comprend la communication aux parties des requêtes, mémoires, contre-mémoires, observations et, éventuellement, des répliques ou dupliques ainsi que de toutes pièces et tous documents à l'appui, ou de leur copie certifiée conforme.

c. La procédure orale comprend l'audition par le Tribunal des agents, représentants, conseils et avocats, ainsi que, s'il y a lieu, l'audition des témoins et experts.

Article 18

a. L'original de tout acte de procédure déposé par une des parties est signé par l'agent, le représentant ou l'avocat de la partie. Il est présenté avec un nombre de copies fixé par le

immediately. In such a case, the proceedings shall be suspended for such time as the President may determine to enable the party concerned to designate another counsel or advocate.

PART II

PROCEDURE

CHAPTER I

GENERAL PROVISIONS

Article 17

(a) Proceedings before the Tribunal shall consist of a written stage and an oral stage unless the parties agree to dispense with the latter.

(b) The written proceedings shall consist of applications, memorials, counter-memorials, comments, and, where appropriate, of replies and rejoinders together with all papers and documents in support or certified copies thereof, which proceedings shall be communicated to the parties.

(c) The oral proceedings shall consist of the hearing by the Tribunal of agents, representatives, counsel and advocates and, when necessary, of witnesses and experts.

Article 18

(a) The original of every pleading presented by one of the parties shall be signed by the agent, representative or advocate of the party. It shall be accompanied by the

Greffier. Ces copies sont certifiées conformes par la partie qui les dépose.

b. Tout acte de procédure est daté. Au regard des délais de procédure, seule la date du dépôt au Greffe sera prise en considération.

c. A tout acte de procédure est annexé un dossier contenant les pièces et documents invoqués à l'appui et accompagné d'un bordereau de ces pièces et documents. Ce dossier peut être complété, à la demande de la partie qui le dépose, dans un délai à fixer par le Greffier. Celui-ci pourra, en cas de besoin, prendre toutes mesures utiles pour permettre aux parties de prendre connaissance de ce dossier.

d. Les délais dans lesquels les actes de procédure doivent être présentés sont fixés par le Président, en tenant compte des circonstances du cas.

e. La transmission des actes de procédure par télécopie ou par courrier électronique (courriel) n'est prise en considération, au regard des délais de procédure, que s'il s'agit d'une copie de l'original signé et à condition que l'original lui-même soit expédié au Greffe dans les cinq jours civils par courrier recommandé. Un numéro de télécopie et une adresse courriel spécifiques pour le Greffe seront établis par le Greffier lorsque le Tribunal est saisi d'une affaire.

number of copies fixed by the Registrar. Such copies shall be certified by the party filing them.

(b) All pleadings shall be dated. In calculating time for the purposes of the proceedings the material date shall be the date of filing with the Registry.

(c) Every pleading shall be accompanied by a file containing the papers and documents relied upon in support thereof and by a schedule of such papers and documents. Such file may be added to, at the request of the party submitting it, within a time to be determined by the Registrar. The Registrar may take such steps as may be necessary to bring the contents of the file to the knowledge of the parties.

(d) The time for filing all pleadings shall be determined by the President, taking into consideration the circumstances of the case.

(e) Transmission of pleadings by fax or electronic mail (email) is taken into consideration for the purposes of procedural time-limits only if it is a copy of the signed original and on condition that the original itself is dispatched to the Registry within five calendar days by registered mail. A dedicated fax number and email address for the Registry shall be established by the Registrar upon the initiation of proceedings before the Tribunal.

Article 19

a. Le Tribunal rend des ordonnances pour la direction du procès et prend les mesures que comporte l'administration des preuves. Lorsque le Tribunal ne siège pas, celles-ci peuvent être prises par le Président.

b. Le Tribunal peut demander à tout moment aux parties de produire des documents et de fournir par écrit ou oralement des renseignements. En cas de refus, il en prend acte.

c. Le Tribunal peut à tout moment confier une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

d. Le Tribunal peut à tout moment procéder à la descente sur les lieux en présence des parties ou déléguer à cet effet un ou plusieurs de ses membres.

Article 20

Aucune déchéance tirée de l'expiration des délais ne peut être opposée lorsque l'intéressé établit l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure.

Article 21

a. Les langues officielles du Tribunal sont le français et l'anglais. Si les parties sont d'accord pour que toute la procédure ait lieu dans l'une de ces

Article 19

(a) The Tribunal shall issue orders for the conduct of the case and make all arrangements connected with the taking of evidence. When the Tribunal is not sitting, these orders and arrangements may be made by the President.

(b) The Tribunal may at any time request the parties to produce any documents or to supply any written or oral information. A refusal by a party to comply with any such request shall be formally taken note of by the Tribunal.

(c) The Tribunal may, at any time, entrust any person, body, office, commission or other organisation that it may select, with the task of carrying out an enquiry or giving an expert opinion.

(d) The Tribunal may at any time inspect premises in the presence of the parties, or delegate this task to one or more of its members.

Article 20

A party who, but for the provisions of this Article, would lose any rights by reason of any failure to do any act or change within a period of time shall not lose such rights if he proves that his failure was caused by Act of God or force majeure.

Article 21

(a) The official languages of the Tribunal shall be French and English. If the parties agree that the case shall be conducted in French

langues, le jugement sera rendu en cette langue.

b. A défaut d'un accord fixant la langue dont il sera fait usage, chacune des parties pourra s'exprimer dans la langue officielle qu'elle préfère et la décision du Tribunal sera rendue en français et en anglais; dans ce cas, le Tribunal pourra désigner en même temps celui des deux textes qui fera foi.

c. Le Greffier veille à ce que soit effectuée, à la demande d'un des juges ou d'une partie, la traduction dans la langue officielle de son choix de ce qui est dit et écrit pendant la procédure devant le Tribunal.

d. Les publications du Tribunal sont faites dans les deux langues officielles.

Article 22

a. Toute exception préliminaire doit être présentée au plus tard avant l'expiration du délai fixé pour la première pièce de la procédure écrite à déposer par la partie soulevant l'exception.

b. L'acte introductif de l'exception contient l'exposé de fait et de droit sur lequel l'exception est fondée, les conclusions et le bordereau des pièces à l'appui.

c. Dès réception par le Greffier de l'acte introductif de l'exception, la procédure sur le fond est suspendue et le Président fixe le délai dans lequel la partie contre laquelle

only or in English only, judgment shall be delivered in the same language as that used in the conduct of the case.

(b) In the absence of an agreement as to which language shall be employed, each party may use the official language which it prefers; the decision of the Tribunal shall be given in French and English. In such a case the Tribunal shall at the same time determine which of the two texts shall be considered as authoritative.

(c) The Registrar shall, at the request of a judge or a party, ensure that anything said or written during the proceedings before the Tribunal is translated into an official language chosen by such judge or party.

(d) The publications of the Tribunal shall be in both official languages.

Article 22

(a) Any preliminary objection shall be filed not later than the latest date for the filing of the first step in the written proceedings by the party raising the objection.

(b) The notice of objection shall state the grounds of fact and of law upon which the objection is based, and shall contain the submissions of the party and a schedule of supporting documents.

(c) Immediately upon receipt by the Registrar of a notice of objection all proceedings upon the merits shall be suspended and the President shall fix the time within

l'exception est introduite peut présenter un exposé écrit contenant ses observations et conclusions.

d. Sauf décision contraire du Tribunal, la suite de la procédure sur l'exception est orale.

e. Le Tribunal, après avoir entendu les parties, statue sur l'exception ou la joint au fond. Si l'exception est rejetée ou jointe au fond, le Tribunal fixe les délais pour la suite de la procédure.

Article 23

a. Toute demande de récusation d'un juge en vertu de l'article 3 (*b*) du Protocole doit être déposée aussitôt que possible.

b. Sauf décision contraire du Tribunal, la procédure sur la récusation est orale et à huis clos.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA PROCÉDURE ÉCRITE

Article 24

a. Le Tribunal est saisi d'une affaire par une requête introductive d'instance adressée au Greffier, sous réserve de l'article 30 du présent Règlement. Celle-ci doit contenir l'indication du nom et du domicile du requérant et de la qualité du signataire, l'indication de la partie contre laquelle l'action est intentée ainsi que l'objet du litige. Elle doit

which the party against whom the objection is raised may file a written statement of his answer and his submissions.

(d) Unless the Tribunal shall otherwise decide, subsequent proceedings upon the objection shall be oral.

(e) The Tribunal, after hearing the parties, shall adjudicate upon the objection or shall join it with the merits. If the objection is overruled or joined with the merits, the Tribunal shall fix the time for the subsequent proceedings.

Article 23

(a) Any objection to a judge under Article 3 (*b*) of the Protocol shall be filed as soon as possible.

(b) Unless the Tribunal shall otherwise decide, subsequent proceedings on the objection shall be oral and in private.

CHAPTER II

WRITTEN PROCEEDINGS

Article 24

(a) A matter shall be brought before the Tribunal by an application addressed to the Registrar, subject to the provisions of Article 30 of these Rules. The application shall state the name and address of the applicant, and the capacity of the signatory, the party against whom complaint is made, and the subject matter in issue. Where appropriate it shall be

être accompagnée, s'il y a lieu, de la décision attaquée.

b. Sous réserve de l'article 11 (*b*) du présent Règlement, le Greffier notifie au requérant le délai dans lequel la requête doit être complétée par un mémoire contenant les arguments de fait et de droit invoqués, les conclusions et, éventuellement, les offres de preuve. Ce mémoire doit en outre contenir l'élection de domicile du requérant au lieu où le Tribunal a son siège et indiquer le nom de la personne qui est autorisée à recevoir toutes les significations de la procédure. En plus ou au lieu de l'élection de domicile visé dans cet article, le mémoire peut indiquer que l'agent consent à ce que des significations lui soient adressées par télécopie ou par courriel électronique (courriel).

c. Le Greffier peut accorder ou refuser une prorogation du délai pour la présentation du mémoire; en cas d'opposition, le Président décide.

Article 25

a. Après la signification de la requête au défendeur, complétée conformément à l'article 24 (*b*), celui-ci présente un mémoire en défense dans un délai qui lui est notifié par le Greffier. Ce mémoire en défense contient les nom et domicile du défendeur, les arguments de fait et de droit invoqués, les conclusions et, éventuellement, les offres de preuve.

b. Le mémoire en défense doit

être accompagnée, s'il y a lieu, de la décision attaquée.

(b) Subject to the provisions of Article 11 (*b*) hereof the Registrar shall notify to the applicant the time within which the application must be supported by a memorial setting out the matters of fact and of law relied upon, the submissions of the party, and, where appropriate, a statement of the evidence tendered. Such memorial shall also contain an address for service at the place where the Tribunal has its headquarters and shall indicate the name of the person who is authorised to accept service of all steps in the proceedings. In addition to, or instead of, specifying an address for service as referred to in this paragraph, the memorial may state that the agent agrees that service is to be effected on him by fax or electronic mail (email).

(c) The Registrar may grant or refuse an extension of time for filing such memorial. A party may appeal to the President against a decision of the Registrar made under this paragraph.

Article 25

(a) After the respondent has been served with the application, completed in accordance with Article 24 (*b*), he shall file a memorial of defence within a time to be notified to him by the Registrar. Such memorial of defence shall contain a statement of the name and address of the respondent, the matters of fact and of law relied upon, the submissions of the party, and, where appropriate, a statement of the evidence tendered.

(b) The memorial of defence

en outre contenir l'élection de domicile du défendeur au lieu du siège du Tribunal et indiquer le nom de la personne qui est autorisée à recevoir toutes les significations de la procédure. En plus ou au lieu de l'élection de domicile visé dans cet article, le mémoire peut indiquer que l'agent consent à ce que des significations lui soient adressées par télécopie ou par courriel électronique (courriel).

c. Le Greffier peut accorder ou refuser une prorogation du délai pour la présentation du mémoire en défense; en cas d'opposition, le Président décide.

shall also contain an address for service on the respondent at the place where the Tribunal has its headquarters and shall indicate the name of the person who is authorised to accept service of all steps in the proceedings. In addition to, or instead of, specifying an address for service as referred to in this paragraph, the memorial may state that the agent agrees that service is to be effected on him by fax or electronic mail (email).

(c) The Registrar may grant or refuse an extension of time for filing such memorial of defence. A party may appeal to the President against a decision of the Registrar made under this paragraph.

Article 26

Lorsque la partie défenderesse régulièrement mise en cause s'abstient de déposer des conclusions écrites, la décision du Tribunal est rendue par défaut à son égard. La décision est susceptible d'opposition dans le délai d'un mois à compter de sa signification. Sauf décision contraire du Tribunal, l'opposition n'a pas d'effet suspensif.

Article 27

Après la présentation du mémoire en défense, la procédure écrite est terminée. Toutefois, le Tribunal peut, à la demande des parties, les autoriser à compléter la requête et le mémoire en défense par une réplique du requérant et par une duplique du défendeur; dans ce cas, la procédure écrite prend fin après la présentation de la duplique.

Article 28

Après la fin de la procédure écrite, le Tribunal peut écarter tout document nouveau qu'une des parties voudrait lui présenter, si ce n'est avec l'assentiment de l'autre partie.

Article 29

Après la fin de la procédure écrite, le Président fixe la date d'ouverture de la procédure orale, s'il y a lieu.

Article 26

When a respondent duly summoned fails to deliver written proceedings the decision of the Tribunal shall be delivered in default. Objection may be made against such decision within one month after its notification. Unless the Tribunal otherwise decides, objection shall not operate as a stay of execution.

Article 27

Upon the filing of the memorial of defence the written proceedings shall terminate. The Tribunal however may, at the request of the parties, allow them to supplement the application and the memorial of defence by a reply on the part of the applicant and a rejoinder on the part of the respondent; in such case the written proceedings shall terminate after the filing of the rejoinder.

Article 28

After the termination of the written proceedings, the Tribunal may refuse to accept any further documents that one party may desire to present, unless the other party consents.

Article 29

After the termination of the written proceedings the President shall fix the date of commencement of the oral proceedings.

Article 30

a. Lorsque le Tribunal est saisi d'une affaire par un compromis, le Greffier signifie immédiatement le dépôt de ce compromis aux autres parties et transmet copie du compromis à toutes les parties à la Convention.

b. Le compromis contient l'indication des parties et l'objet du litige, ainsi que la désignation de l'agent ou des agents de la partie ou des parties qui le déposent; si le compromis est déposé par une seule des parties, l'autre partie doit, en accusant réception de la signification du dépôt, faire connaître au Greffier le nom de son agent.

CHAPITRE TROISIÈME

DE LA PROCÉDURE ORALE

Article 31

La procédure orale comprend les plaidoiries des parties au litige et, s'il y a lieu, l'audition des témoins et des experts. Le Tribunal décide, les parties ayant été entendues, de l'ordre dans lequel auront lieu les plaidoiries, l'audition des témoins et experts ainsi que la production d'autres moyens de preuve.

Article 32

a. Les débats sont ouverts et dirigés par le Président.

Article 30

(a) When a case is brought before the Tribunal by special agreement, the Registrar shall forthwith give notice to the other interested parties of the filing of the special agreement and shall transmit copies of the special agreement to all parties to the Convention.

(b) The special agreement shall contain the following particulars: the names of the parties, the subject matter of the dispute, and particulars of the agent or agents of the party or parties who file the agreement. If the special agreement is filed by one only of the parties, the other party shall, when acknowledging the receipt of the notification of the filing of the special agreement, inform the Registrar of the name of his agent.

CHAPTER III

ORAL PROCEEDINGS

Article 31

The oral proceedings consist of speeches to the Tribunal on behalf of the parties to the proceedings and, where appropriate, the hearing of witnesses and experts. The Tribunal shall decide, after hearing the parties, on the order of speeches and of the hearing of witnesses and experts and the tendering of other evidence.

Article 32

(a) The President shall open and conduct the hearings.

b. Le Président ainsi que chaque Juge peut au cours des débats, à la demande des parties ou d'office, poser des questions aux agents, représentants, conseils ou avocats des parties.

c. Chacune des parties a la faculté de formuler des questions et de les poser avec l'autorisation du Président à la partie adverse; la décision du Président n'est pas motivée.

d. Le Président prononce la clôture de la procédure orale.

Article 33

a. L'ordre dans lequel les agents, représentants, conseils ou avocats sont appelés à prendre la parole est déterminé par le Tribunal.

b. Le Tribunal peut, à tout moment de la procédure, de sa propre initiative ou à la demande motivée d'une des parties, ordonner le huis clos. La décision du huis clos comporte défense de publication des débats.

Article 34

a. Le Tribunal peut demander, à tout moment, la production de preuves par la présentation de documents ou par toute autre voie; il peut également ordonner l'audition de témoins ou experts et demander aux parties de plus amples renseignements sur tout point.

b. Dans le cas où une partie s'abstient de produire les preuves qui,

(b) The President may during the hearing, at the request of the parties or of his own motion, put questions to the agents, representatives, counsel or advocates of the parties and each Judge may do likewise.

(c) Any party shall be entitled to formulate questions and to put them to the opposite party with the permission of the President. The President shall not be bound to give reasons for his decision.

(d) The President shall pronounce the closing of the oral proceedings.

Article 33

(a) The order in which agents, representatives, counsels and advocates shall be called upon to speak shall be determined by the Tribunal.

(b) The Tribunal may at any stage in the oral proceedings on its own initiative or upon cause shown by any party, order that the proceedings shall be in private. Proceedings in private session shall not be published.

Article 34

(a) The Tribunal may at any time call for the production of documentary or other evidence and may order witnesses or experts to be heard and may call upon the parties to supply further information upon any point.

(b) Where a party fails to produce evidence which in the opinion of the Tribunal is relevant to the

de l'avis du Tribunal, s'avèrent pertinentes pour la procédure en cours et qu'elle est en mesure de fournir, le Tribunal en tient compte dans sa décision.

Article 35

Avant l'ouverture de la procédure orale, chaque partie fait connaître en temps utile au Greffier les moyens de preuve qu'elle entend invoquer ou dont elle a l'intention de demander que le Tribunal ordonne l'emploi. La communication au Greffier contient la liste des noms, qualités et domicile des témoins et experts dont la partie désire l'audition, ainsi que l'indication en termes généraux du ou des points sur lesquels la déposition doit porter.

Article 36

a. Le Tribunal décide si les témoins et experts seront entendus soit devant le Tribunal, soit devant un des juges désigné à cet effet, soit devant l'autorité judiciaire du lieu de leur résidence conformément à l'article 12 du Protocole; dans ces deux derniers cas le Greffier notifie aux parties la date et le lieu de l'audition.

b. Les témoins et experts ont la faculté de s'exprimer dans leur langue nationale. Si celle-ci n'est pas l'une des deux langues officielles du Tribunal, le Greffier assure une traduction assermentée de la déposition.

proceedings and which such party is in a position to produce, the Tribunal shall take this fact into account in its decision.

Article 35

Each party shall give notice to the Registrar within a reasonable time before the commencement of the oral proceedings of the means of proof which he intends to use or in respect of which he intends to ask the Tribunal to make an order to admit. The notice to the Registrar shall contain the list of names, descriptions and addresses of the witnesses and experts whom the party desires to be heard together with an indication in general terms of the purport of their evidence.

Article 36

(a) The Tribunal shall decide whether the witnesses and experts shall be heard before the Tribunal or before one of the judges designated for that purpose or before the judicial authorities of their place of residence in accordance with Article 12 of the Protocol. In these two latter cases, the Registrar shall notify to the parties the date and the place of the hearing.

(b) Witnesses and experts shall be entitled to use their national language. If such language is not one of the two official languages of the Tribunal, the Registrar shall arrange for a sworn translation of the deposition to be made.

Article 37

a. Lorsque des témoins ou experts sont entendus par le Tribunal, le Président ainsi que chaque juge, peut, à la demande des parties ou d'office, poser des questions aux témoins ou experts.

b. Chacune des parties a la faculté de formuler des questions et de les poser, avec l'autorisation du Président, aux témoins ou experts; la décision du Président n'est pas motivée.

c. Les témoins et experts seront entendus après avoir prêté serment ou pris un engagement solennel dans les formes prévues par leur loi nationale.

d. En cas de refus d'un témoin ou expert de déposer, de prêter serment ou de prendre un engagement solennel, conformément au paragraphe (c) ci-dessus, le Tribunal en prend acte.

Article 38

Après la déposition des témoins ou experts, le Greffier établit un procès-verbal qui est signé par le témoin ou l'expert et contresigné par le Président et le Greffier ou, le cas échéant, par le juge chargé de recueillir la déposition.

Article 37

(a) When witnesses or experts are heard by the Tribunal, the President may, at the request of the parties or of his own motion, put questions to the witnesses and experts and each judge may do likewise.

(b) Any party shall be entitled to formulate questions and to put them, with the permission of the President, to the witnesses and experts. The President shall not be bound to give reasons for his decision.

(c) Witnesses and experts shall be heard on oath or under solemn declaration in the manner and according to the form specified by their national legislation.

(d) Where a witness or expert refuses to give evidence, to take an oath or to make a solemn declaration, as provided for in the preceding paragraph (c), the Tribunal shall take note.

Article 38

After a witness or expert has given evidence, the Registrar shall draw up a record of his evidence which shall be signed by the witness or expert and countersigned by the President and the Registrar or the judge appointed to take the deposition as the case may be.

Article 39

a. Les témoins ont droit à une indemnité pour manque à gagner et les experts à des honoraires pour leurs travaux. Ils ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour. Une avance peut leur être accordée sur ces frais.

b. Le Tribunal peut subordonner la citation des témoins dont l'audition est demandée par les parties au dépôt auprès du Greffe d'une provision garantissant la couverture des frais taxés; il en fixe le montant.

Article 40

a. Le Greffier établit un procès-verbal de chaque audience. Ce procès-verbal est signé par le Président et par le Greffier.

b. Les parties peuvent prendre connaissance au Greffe de tout procès-verbal; elles peuvent également prendre connaissance des rapports présentés par les experts et, avec l'autorisation du Président, en obtenir copie à leurs frais.

Article 39

(a) Witnesses shall be entitled to an allowance in respect of loss of earnings and experts shall be entitled to fees. They shall be entitled to be reimbursed the amount of their travelling and subsistence expenses. An advance may be made in respect of such expenses.

(b) The Tribunal may order that the calling of witnesses whose evidence has been requested by the parties shall be conditional on the deposit with the Registry of a sum of money to serve as guaranty for the expenses of witnesses necessarily incurred and shall fix the amount of such deposit.

Article 40

(a) The Registrar shall draw up a minute of every hearing which shall be signed by the President and by the Registrar.

(b) Any party may inspect such minute and any report of an expert at the Registry and, with the permission of the President, may make copies of such reports at his own expense.

CHAPITRE QUATRIÈME

DES DÉCISIONS

Article 41

La décision contient:

- la date du prononcé;
- les noms du Président et des juges qui ont pris part;
- le nom du Greffier;
- l'indication des parties;
- les noms des agents, conseils et avocats, ainsi que les noms des représentants visés à l'article 10 (b) du Protocole;
- les conclusions finales des parties;
- un exposé sommaire des faits;
- les motifs de droit;
- le dispositif, y compris la décision relative aux dépens.

Article 42

a. La décision est prononcée, les parties convoquées en audience publique sauf dans la mesure où, pour

CHAPTER IV

DECISIONS

Article 41

The decision shall contain:

- the date on which it is delivered;
- the names of the President and of the judges participating;
- the name of the Registrar;
- the names of the parties;
- the names of the agents, counsels and advocates, and of any representatives appearing under Article 10 (b) of the Protocol;
- the final submissions of the parties;
- a brief summary of the facts;
- the reasons of law upon which the decision is based; and
- the operative points of the decision, including any order for payment of costs.

Article 42

(a) The decision shall be read in open court, and the parties shall be summoned to attend the reading

des raisons spéciales, le Tribunal décide à l'unanimité des voix de garder le huis clos prévu à l'article 33 (b).

b. La minute de la décision signée par le Président et le Greffier est scellée et déposée au Greffe; copie certifiée conforme en est signifiée à chacune des parties.

c. Il est fait mention par le Greffier sur la minute de la décision de la date à laquelle elle a été rendue.

d. La décision a force obligatoire à compter du jour de son prononcé.

Article 43

a. En cas de contestation sur le sens et la portée d'une décision, une demande en interprétation peut être introduite par requête émanant d'une ou de plusieurs des parties; la requête contient la mention de la décision dont l'interprétation est demandée et l'indication précise et motivée du ou des points contestés.

b. Le Greffier communique cette requête aux autres parties qui peuvent présenter leurs observations dans un délai fixé par le Président.

c. Le Tribunal peut inviter les parties à lui fournir un supplément d'information, par écrit ou oralement.

d. Le Tribunal décide en Chambre du Conseil.

unless for special reasons the Tribunal decides unanimously that the decision shall be read in private session in accordance with Article 33 (b).

(b) The minute of the decision signed by the President and the Registrar shall be sealed and filed with the Registry; a certified copy shall be served upon each of the parties.

(c) The Registrar shall note upon the minute of the decision the date upon which it was delivered.

(d) The decision shall be binding from the date when it is delivered.

Article 43

(a) In the event of any dispute as to the meaning or effect of a decision, a request for its interpretation may be made by application by one or more of the parties; the application shall specify the decision the interpretation of which is requested and shall indicate clearly, giving reasons, the point or points in doubt.

(b) The Registrar shall communicate such application to the other parties who may submit their comments within a time to be fixed by the President.

(c) The Tribunal may ask the parties to furnish further information orally or in writing.

(d) The Tribunal shall adjudicate *in camera* upon the interpretation of a decision.

Article 44

a. Sans préjudice des dispositions relatives à l'interprétation des décisions, les erreurs de plume ou de calcul ou les inexactitudes évidentes peuvent être rectifiées par le Tribunal soit d'office, soit à la demande d'une partie, dans un délai de quinze jours à compter du prononcé de la décision.

b. Les parties dûment averties par le Greffier peuvent présenter des observations écrites dans un délai fixé par le Président.

c. Le Tribunal décide en Chambre du Conseil.

d. La minute de l'ordonnance qui prescrit la rectification est annexée à la minute de la décision rectifiée.

Article 45

Les décisions du Tribunal seront publiées par les soins du Greffier.

CHAPITRE CINQUIÈME

DES DÉPENS

Article 46

a. Toute partie qui succombe est condamnée aux dépens s'il est conclu en ce sens. Si plusieurs parties succombent, le Tribunal décide du

Article 44

(a) Without prejudice to the provisions relating to the interpretation of decisions, clerical or mathematical errors or mistakes on the face of the record may be rectified by the Tribunal, either of its own motion or on the application of a party, within fifteen days after the delivery of the decision.

(b) The parties shall be duly notified by the Registrar of any proposal to rectify a decision and may submit comments in writing within a time fixed by the President.

(c) The Tribunal shall adjudicate *in camera* upon any proposal to rectify a decision.

(d) The minute of the order prescribing rectification shall be attached to the minute of the decision which is rectified, and such order shall be noted in the margin of the said decision.

Article 45

The decisions of the Tribunal shall be published under the authority of the Registrar.

CHAPTER V

COSTS

Article 46

(a) Any unsuccessful party may be ordered to pay costs. If more than one party is unsuccessful, the Tribunal shall determine the

partage des dépens.

b. Le Tribunal peut compenser les dépens en totalité ou en partie pour des motifs exceptionnels ou si les parties succombent respectivement sur un ou plusieurs chefs.

c. Le Tribunal peut décider que les honoraires des avocats et experts seront inclus en totalité ou en partie dans les dépens.

d. Le Tribunal peut condamner une partie, même gagnante, à rembourser à l'autre partie les frais qu'elle lui a fait exposer et que le Tribunal reconnaît comme inutiles, frustratoires ou vexatoires.

e. Les dépens causés par des mesures ordonnées d'office par le Tribunal peuvent être mis à la charge du budget de celui-ci.

f. En cas de désistement, la partie qui se désiste est condamnée aux dépens. Si toutes les parties se désistent, les dépens sont compensés.

g. En cas de non-lieu à statuer, chaque partie supporte ses dépens, à moins que le Tribunal ne décide autrement.

proportion in which the costs shall be borne.

(b) The Tribunal may, for exceptional reasons, or when both parties are unsuccessful under one or more heads, apportion all or part of the costs between the parties.

(c) The Tribunal may decide that the fees of advocates and experts shall be wholly or partly included in the costs.

(d) The Tribunal may order any party, whether successful or not, to pay the costs which such party has occasioned to another party and which the Tribunal finds to have been useless, frivolous or vexatious.

(e) Costs occasioned by the orders of the Tribunal may be charged to its budget.

(f) In the event of discontinuance the party discontinuing proceedings shall be liable for costs. If all parties discontinue, the costs shall be apportioned between the parties.

(g) In the event of a non-suit, each party shall bear its own costs unless the Tribunal otherwise decides.

CHAPITRE SIXIÈME

DES DÉSISTEMENTS

Article 47

a. Si, avant que le Tribunal ait statué, les parties s'accordent sur la solution à donner au litige et si elles font savoir au Tribunal qu'elles renoncent à toute prétention, le Tribunal, ou le Président si le Tribunal ne siège pas, ordonne la radiation de l'affaire.

b. Si le requérant fait connaître par écrit au Tribunal qu'il entend renoncer à l'instance, le Tribunal, ou le Président si le Tribunal ne siège pas, ordonne la radiation de l'affaire.

CHAPITRE SEPTIÈME

DES SIGNIFICATIONS

Article 48

a. Les significations prévues au présent Règlement sont faites par les soins du Greffier au domicile du destinataire.

b. Les délais visés au présent Règlement commencent à courir à partir du jour de la remise des documents au destinataire ou à son domicile.

CHAPTER VI

DISCONTINUANCE

Article 47

(a) If before the Tribunal has adjudicated the parties agree to compromise the dispute and inform the Tribunal that they withdraw all claims, the Tribunal, or the President when it is not sitting, shall direct that the case be struck out.

(b) If an applicant informs the Tribunal in writing that he desires to discontinue the proceedings, the Tribunal, or the President when it is not sitting, shall direct that the case be struck out.

CHAPTER VII

SERVICE

Article 48

(a) Service specified in these Rules shall be effected by or on behalf of the Registrar at the address for service of the addressee.

(b) The periods of time specified in these Rules shall begin to run from the day when the documents are deposited with the addressee or at his address for service.

TITRE TROISIÈME

DES PROCÉDURES SPÉCIALES

CHAPITRE PREMIER

MESURES CONSERVATOIRES

Article 49

Toute demande soit de sursis à l'exécution d'une décision visée à l'article 15 (b) de la Convention, soit d'exécution immédiate d'une décision visée à l'article 15 (c) de la Convention, spécifie l'objet du litige, les circonstances établissant l'urgence ainsi que les moyens de fait et de droit justifiant *prima facie* l'octroi de la mesure provisoire à laquelle elle conclut.

Article 50

Une demande tendant à faire prendre l'une des mesures prévues à l'article 49 peut être présentée à tout stade de la procédure relative à l'affaire au sujet de laquelle elle est introduite; elle aura priorité sur toute autre demande.

Article 51

a. Toute demande visée à l'article 50 est signifiée à l'autre partie. Le Président fixe un bref délai pour la présentation d'observations écrites ou orales. Il est statué sur la demande par le Tribunal ou par le Président selon le cas par voie d'ordonnance.

PART III

SPECIAL PROCEEDINGS

CHAPTER I

INTERIM MEASURES

Article 49

Any application for the stay of execution of a decision under Article 15 (b) of the Convention or for the immediate execution of a decision under Article 15 (c) of the Convention shall specify the subject matter of the dispute, the circumstances establishing urgency and the grounds of fact and of law affording *prima facie* justification for the provisional measure applied for.

Article 50

A request relating to the measures referred to in Article 49 may be filed at any time during the proceedings in a case in connection with which it is made, and shall have priority over all other cases.

Article 51

(a) A request made pursuant to Article 50 shall be served on the other party. The President shall fix a short time-limit for the submission of written or oral comments. The President or the Tribunal, as the case may be, shall adjudicate and make orders upon the applications.

b. Cette ordonnance est immédiatement signifiée aux parties et peut être subordonnée à la constitution par le demandeur d'une garantie financière dont le montant et les modalités sont fixés compte tenu des circonstances.

c. L'ordonnance n'a qu'un caractère provisoire et ne préjuge en rien la décision du Tribunal statuant sur le principal.

Article 52

a. Les demandes soumises au Président en vertu de l'article 11 (*e*) de la Convention sont adressées au Greffier et doivent contenir les nom et domicile de l'entreprise contre laquelle le mandat est demandé ainsi que l'indication précise de la mesure d'inspection ayant donné lieu à l'opposition.

b. Le Greffier transmet immédiatement la demande au Président qui statue par voie d'ordonnance.

c. Le délai de trois jours prévu à l'article 11 (*e*) de la Convention court à partir du jour où le Président a effectivement reçu la demande transmise par le Greffier.

d. Dans le même délai de trois jours le Président doit, si les circonstances le permettent, inviter l'entreprise contre laquelle le mandat est demandé à lui fournir des observations ou des renseignements supplémentaires en ce qui concerne les motifs de l'opposition à la mesure d'inspection.

(b) Such orders shall be served upon the parties forthwith and may be made subject to the provision by the applicant of a financial guarantee of an amount and nature to be fixed according to the circumstances.

(c) Such orders shall be interim orders only and shall in no way prejudice the decision of the Tribunal adjudicating upon the main issue.

Article 52

(a) Any request to the President under Article 11 (*e*) of the Convention shall be addressed to the Registrar and shall contain the name and address of the undertaking against whom the warrant is applied for and shall indicate the specific measure of inspection resisted.

(b) The Registrar shall forthwith after receipt of such request transmit the request to the President who shall adjudicate by way of order.

(c) The period of three days specified in Article 11 (*e*) of the Convention shall run from the day when the President receives the request transmitted by the Registrar.

(d) Within such period of three days the President shall, if circumstances permit, invite the undertaking against whom the warrant is requested to furnish comments or further information about the reasons for resisting the measure of inspection in question.

CHAPITRE DEUXIÈME

DE LA RÉVISION

Article 53

a. La révision d'une décision ne peut être demandée au Tribunal qu'en raison de la découverte d'un fait qui serait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de la décision, était inconnu du Tribunal et, sans négligence de sa part, n'était pas connu de la partie qui demande la révision.

b. La procédure de révision s'ouvre par une ordonnance du Tribunal constatant expressément l'existence d'un fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la révision et déclarant de ce chef la demande recevable.

Article 54

Aucune demande de révision ne pourra être formulée ni après un délai de trois mois à compter du jour où le demandeur a eu connaissance du fait sur lequel la demande en révision est basée ni après l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de la décision.

CHAPTER II

REVISION

Article 53

(a) The Tribunal may not be requested to revise a decision unless facts not previously presented to the Tribunal are discovered after the making of a decision which would have naturally affected the decision if they had been presented to the Tribunal before the decision had been made; provided that such a request shall be refused if the failure to discover and present such facts before the making of the decision was due to the negligence of the party making the request.

(b) Revision proceedings shall commence with an order of the Tribunal expressly establishing the existence of a fresh fact, specifying that the conditions for the commencement of revision proceedings are satisfied and declaring that on these grounds the application should be entertained.

Article 54

Application for revision may be made neither later than three months after the date when the applicant first became aware of the fact giving rise to the application nor after the expiry of five years from the date of the decision.

Article 55

a. Les dispositions des articles 24 et 25 du présent Règlement sont applicables à la demande en révision; celle-ci doit en outre spécifier la décision attaquée, articuler le fait sur lequel la demande est basée et indiquer les moyens de preuve tendant à démontrer que la révision est justifiée.

b. Chacune des parties à la décision dont la révision est demandée a communication de la demande par le Greffier et peut faire opposition.

Article 56

a. Sans préjuger du fond, le Tribunal statue, au vu des observations écrites des parties, par voie d'ordonnance rendue en Chambre de Conseil, sur la recevabilité de la demande.

b. Si le Tribunal déclare la demande recevable, il reprend l'examen du fond en tenant compte du fait nouveau sur lequel est basée la demande en révision et statue en appliquant les dispositions du présent Règlement.

c. La minute de la décision portant révision est annexée à la minute de la décision révisée. Mention de la décision portant révision est faite en marge de la minute de la décision révisée.

Article 55

(a) The provisions of Articles 24 and 25 hereof shall apply to an application for revision which shall, in addition, specify the decision challenged, the points upon which the decision is challenged, the facts upon which the application is based and the evidence tending to establish the facts which justify revision.

(b) Each of the parties to the decision whose revision is requested shall be notified by the Registrar of the application for revision and may object to it.

Article 56

(a) Without prejudging the merits, the Tribunal shall adjudicate *in camera*, upon consideration of the written observations of the parties, by way of order upon the question whether the application lies.

(b) If the Tribunal declares that the application lies, it shall renew the enquiry into the merits having regard to the new fact on which the request for revision is based and shall render a decision by applying the provisions of the present Rules.

(c) The minute of the decision ordering a revision shall be attached to the minute of the decision revised. The decision ordering a revision shall be noted in the margin of the minute of the decision revised.

CHAPITRE TROISIÈME

DES COMPÉTENCES PARTICULIÈRES

Article 57

Dans le cas où le Tribunal serait appelé, en vertu de l'article 14 de la Convention ou de toute autre disposition conventionnelle applicable, à statuer à un titre particulier, il appliquera les dispositions du présent Règlement dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec les dispositions conventionnelles en vertu desquelles il est saisi.

TITRE QUATRIÈME

DISPOSITIONS FINALES

Article 58

Dans le cas où une situation imprévue rendrait impossible l'application intégrale d'une disposition du présent Règlement, le Tribunal peut ordonner ad hoc les adaptations nécessaires, sans toutefois pouvoir porter atteinte aux dispositions d'importance essentielle.

Article 59

Le présent Règlement sera publié.

CHAPTER III

SPECIFIC COMPETENCE

Article 57

Wherever the Tribunal is called upon to decide in a specific instance pursuant to Article 14 of the Convention or by virtue of any other applicable Convention, it shall apply the present Rules to the extent that they are not in conflict with the provisions of the Convention pursuant to which the Tribunal's jurisdiction has been invoked.

PART IV

FINAL PROVISIONS

Article 58

Where unforeseen circumstances would make it impossible to apply fully a provision of the present Rules, the Tribunal may make ad hoc modifications as it thinks fit, provided that no fundamental Rule shall be affected thereby.

Article 59

The present Rules shall be published.